PROCES VERBAL du Conseil Municipal

Séance du Conseil Municipal du 26 mars 2024 – 18H30

L'an 2024 et le 26 mars à 18 heures et 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil Municipal sous la présidence de FERNANDES Violette Maire.

Cette séance est une seconde convocation faisant au quorum non atteint lors de la précédente convocation du conseil municipal à la date du 20 mars 2024.

Présents : Mesdames Violette FERNANDES, Maire ; Ingrid YENK ; Messieurs Guy LA-COUDRE, Nicolas ANCLIN, Alain PLANCHON, Nicolas MILLET, Paul DELUGE.

Excusé(s) ayant donné procuration :

Absent(s): Sandra TORASSO

S'agissant d'une deuxième convocation, le présent Conseil se déroule sans obligation de quorum.

Nombre de membres :

- Afférents au Conseil municipal : 8
- Présents : 7
- Absents : 1
- Pouvoirs : 0

Date de la convocation : 21/03/2024

Date d'affichage : 21/03/2024

Acte rendu exécutoire

Après dépôt en préfecture

Le : 28/03/2024

et publication ou notification

Du :28/03/2024

A été nommé(e) secrétaire de séance : Nicolas MILLET

Ordre du jour et Objet(s) des délibérations :

- APPROBATION DU PRECEDENT COMPTE RENDU DE CONSEIL
- 2024_0004 DELIBERATION APPROBATION COMPTE DE GESTION 2023
- 2024_0005 DELIBERATION APPROBATION COMPTE ADMINISTRATIF 2023
- 2024_0006 DELIBERATION AFFECTATION DU RESULTAT 2023
- 2024_0007 DELIBERATION TAXES LOCALES 2024
- 2024_0008 DELIBERATION ADOPTION BUDGET PRIMITIF COMMUNAL 2024
- 2024_0009 DELIBERATION ATTRIBUTION SUBVENTION A LA FEDERATION ADMR DU CHER 2024
- 2024_0010 DELIBERATION INSTALLATION D'UN OSSUAIRE
- 2024_0011 DELIBERATION PRIME EXCEPTIONNELLE AU POUVOIR D'ACHAT

Madame le Maire informe avoir reçu ce lundi 25/03/2023 par courrier la démission de Monsieur J.P Berger et en a pris acte à réception. Il a été aussitôt transmis aux services de la Préfecture.

2024_0004 - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU RECEVEUR – COMMUNE (22500)

Madame le Maire expose aux membres du Conseil Municipal le compte de gestion établi par Madame la Trésorière du SGC de Saint-Amand-Montrond à la clôture de l'exercice 2023

Le compte de gestion 2023 établi par le receveur doit être approuvé.

Il doit être conforme au compte administratif établi par la commune.

- Une dépense totale pour la section de Fonctionnement en 2023 de 183 970,04 €
- Une recette totale pour la section de Fonctionnement en 2023 de 290 458,86 €
- Une dépense totale pour la section d'Investissement en 2023 de 91 910,25 €
- Une recette totale pour la section d'Investissement en 2023 de 84 401,31 €
-

Soit en résultat de clôture :

Pour la section de Fonctionnement : + 106 488,82 € ; Pour la section d'Investissement : – 7 508,94 €

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023, en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité des membres présents et représentés, le compte de gestion de Madame la Trésorière du SGC de Saint-Amand-Montrond pour l'exercice 2023 du budget principal, dont les écritures sont conformes au compte administratif de la commune pour le même exercice.

2024_0005 – APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

er

Entendu la présentation faite par Madame le Maire, et hors de la présence de celle-ci, M. Nicolas MILLET, 1 adjoint, soumet au vote le compte administratif 2023 dressé par Madame le Maire et dont les résultats sont identiques au compte de gestion 2023 dressé par Madame la Trésorière du SGC de Saint- Amand-Montrond. Après s’être fait présenter les différents documents budgétaires de l’exercice 2023 et après avoir entendu le compte administratif 2023 qui s’établit ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédents	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédents	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédents
Résultats reportés de 2022		117 351,26 €	20 465,22 €		20 465,22 €	117 351,26 €
Opérations de l'exercice	183 970,04 €	173 107,60 €	71 445,03 €	84 401,31 €	255 415,07 €	257 508,91 €
TOTAUX	183 970,04 €	290 458,86 €	91 910,25 €	84 401,31 €	275 880,29 €	374 860,17 €
RESULTATS DE CLOTURE		106 488,82 €	7 508,94 €			98 979,88 €
Reste à réaliser à reporter en N+1			9 203,04 €	5 597,00 €	9 203,04 €	5 597,00 €
TOTAUX CUMULES	- €	106 488,82 €	3 606,04 €		9 203,04 €	104 576,88 €
RESULTATS DEFINITIFS		106 488,82 €	11 114,98 €			95 373,84 €

Budget commune – 22500 – Exercice 2023 :

Après délibération, à l’unanimité des membres présents et représentés et hors de la présence de Madame le Maire le Conseil Municipal décide d’approuver le compte administratif 2023 du budget principal établi par Madame le Maire tel que présenté ci-dessus.

2024_0006 – AFFECTATION DU RESULTAT 2023- BUDGET COMMUNE 22500

Considérant que le compte administratif 2023 du budget principal communal a été approuvé par la délibération n°2024_0005 lors de la présente séance ;

Statuant sur l'affectation des résultats des sections de Fonctionnement et d'Investissement de l'exercice 2023 du budget principal communal ;

Constatant que le compte administratif du budget principal fait apparaître un déficit d'investissement d'un montant de 7 508,94 €, hors restes à réaliser, et un excédent de la section de fonctionnement de 106 488,82 € ;

- RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2023 : 106 488,82 €
- RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2023 : - 7 508,94€
- RESTES A REALISER : - 3 606,04 €

Besoin de financement de la section d'investissement : 11 114,98 € (7 508,94 € + 3 606,04 €)

Au vu des résultats affichés dans le compte administratif 2023, le résultat sera affecté de la façon suivante sur le budget 2024,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés décide d'affecter les résultats de fonctionnement et d'investissement du budget principal comme suit :

c/002 recettes de Fonctionnement :	95 373,84 euros
c/001 dépenses d'Investissement :	7 508,94 euros
c/1068 recettes d'Investissement :	11 114,98 euros

2024_0007 – VOTE DES TAXES LOCALES 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2121-29 ;

Vu l'article 16 de la loi n° 2019-1479 de finances pour 2020 lequel prévoit la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales ;

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 1636 B *sexies* ;

Vu la note d'information de la DGCL du 21 février 2023 relative aux informations fiscales utiles à la préparation des budgets 2024, Madame le Maire rappelle que par délibération du 05/04/2022 ;

le Conseil Municipal avait fixé les taux des impôts à :

- Taxe Foncière (bâti) TFPB : 32,02 %
- Taxe Foncière (non bâti) TFPNB : 31,97%
- Taxe Habitation THRS : 12,50 %

Considérant les dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°80-10 du 10 janvier 1980, qui donnent au Conseil Municipal le pouvoir de fixer chaque année les taux des taxes directes locales ;

Considérant les bases d'impositions qui lui ont été notifiées par la Direction des Services Fiscaux du Cher pour 2024 à l'état 1259.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

De maintenir les taux d'imposition en 2024 par rapport à ceux de 2023 à :

- Taxe Foncière (bâti) TFPB : 32,02 %
- Taxe Foncière (non bâti) TFPNB : 31,97%
- Taxe Habitation THRS : 12,50 %

De charger Madame le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

2024_0008 – ADPOTION DU BUDGET PRIMITIF 2024 COMMUNE (22500)

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur le budget primitif 2024 arrêté comme suit :

- Dépenses et recettes de Fonctionnement : 272 205,67 €
- Dépenses et recettes d'Investissement : 672 713,51 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des membres présents et représentés le budget primitif 2024 dans son ensemble du budget de la Commune (22500) qui s'équilibre en recettes et en dépenses de la façon suivante :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	272 205,67 €	272 205,67 €
INVESTISSEMENT	672 713,51 €	672 713,51 €
TOTAL	944 919,18 €	944 919,18 €

Donne pouvoir à Madame le Maire pour prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2024-0009 SUBVENTION ALA FEDERATION ADMR DU CHER 2024

Madame le Maire informe que la Fédération ADMR du Cher sollicite pour son association locale ADMR de Nérondes, Sancoins, La Guerche sur l'Aubois une subvention pour l'année 2024 ainsi que l'encart publicitaire à insérer dans un prochain bulletin municipal afin de promouvoir l'action du réseau ADMR dans notre commune.

Le Conseil Municipal pouvait délibérer valablement à cette occasion sans condition de quorum.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal accorde une subvention pour l'année 2024 pour un montant de 90,00 € à la Fédération ADMR du Cher.

Dépense imputée en section Dépenses de Fonctionnement au compte 6574 ;

Mandate Madame le Maire pour signer tout document relatif à cette affaire.

2024-0010 - DELIBERATION POUR INSTALLATION D'UN OSSUAIRE

Madame le Maire rappelle que le code général des collectivités territoriales prévoit qu'il convient de créer dans le cimetière communal un ossuaire destiné à recevoir tous les restes mortels, quelle que soit leur provenance (terrain commun, concessions non renouvelées ou concessions en état d'abandon).

L'emplacement est affecté, à perpétuité, à l'usage d'ossuaire, afin d'y réinhumer les restes exhumés du terrain commun, des concessions non renouvelées ou des concessions ayant fait l'objet d'une procédure de reprise pour état d'abandon.

Les restes des personnes qui avaient manifesté leur opposition à la crémation sont distingués au sein de l'ossuaire.

Les noms des personnes, même si aucun reste n'a été retrouvé au moment de l'exhumation, sont consignés dans un registre tenu à la disposition du public et (*éventuellement*) sont gravés sur un dispositif établi en matériaux durables dans le lieu spécialement affecté à cet effet (*ou au-dessus de l'ossuaire*).

Madame le Maire soumet au Conseil Municipal les deux devis, à savoir :

- Devis Pompes Funèbres DOUCET-CAMPOS du 13/12/2023 de 3 291,67€ HT ; 3 950,00€ TTC
- Devis Pompes Funèbres PFG PLANCHARD du 26/03/2023 de 3 300,00€HT ; 3 900,00€ TTC

Il y a lieu de se prononcer sur le choix du devis.

Après délibération à la majorité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal valide le devis de PFG PLANCHARD pour un montant de 3.900,00 € TTC. (Une abstention : Guy Lacoudre).

Dépense imputée en section Dépenses d'Investissement au compte 2131.

Mandate Madame le Maire pour signer tout document relatif à cette affaire.

DELIBERATION 2024_0011 - INSTITUANT LA PRIME EXCEPTIONNELLE DE POUVOIR D'ACHAT

Pour donner suite à la décision rendue favorable du Comité Technique du CDG 18 en date du 29 janvier 2024,

Pour rappel, parmi les mesures de revalorisation salariales annoncées par le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, figurait le versement d'une prime exceptionnelle visant à améliorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires et contractuels.

Par décret en date du 31/07/2023 est créé une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la Fonction Publique d'Etat et de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que pour les militaires.

Un décret du 31 octobre 2023 a été publié afin de préciser les conditions et modalités de versement de cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire, dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini par le barème suivant : (dont le montant est compris entre 300 € et 800 €)

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime du pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le décret du 31 octobre 2023 prévoit que, pour bénéficier de cette prime, les agents publics doivent :

- Avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023.
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

La rémunération brute perçue au cours de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 est déterminée en déduisant l'indemnité dite de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) ainsi que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Le texte définit l'employeur compétent pour le versement de la prime et détermine les modalités de calcul de la rémunération brute précitée en cas de pluralité d'employeurs ou en cas d'emploi et de rémunération sur une partie de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Il fixe le barème applicable en fonction de la rémunération brute perçue au titre de la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, comme suit :

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Considérant que le montant de la prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents de la collectivité, dans une certaine limite ;

Considérant que la prime peut être versée en une fraction avant le 30 juin 2024 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- décide d'attribuer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle aux agents remplissant les conditions fixées par le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 ;
- fixe le montant de la prime dans les proportions suivantes :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime du pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 € au prorata Quotité de travail
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300

- Décide que cette prime sera versée en une fraction
- Précise que les crédits inscrits au budget primitif sont suffisants.

Madame le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie 45057 ORLEANS Cedex). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/>

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

PERSONNEL COMMUNAL :

Le contrat avec ASER est interrompu depuis le 06/02/2024 pour donner suite à la démission de leur salarié dédié à la commune de Mornay-Berry.

Joël est donc de nouveau l'unique sur le poste d'agent technique.

Il pourra être envisagé ponctuellement de contracter avec ASER lors des congés de l'agent par exemple ou de faire intervenir une entreprise extérieure.

SUIVI DES DOSSIERS EN COURS :

A - Un point est fait sur les bâtiments communaux :

- Salle polyvalente dite salle du conseil : les contrôles et attestations de sécurités ont été délivrés par les professionnels. Un seul chauffage fonctionne dans la salle et un en cuisine.
- Logement 1 rue de la Mairie : Crémaillère de fenêtre changée, contrôle des radiateurs et réglage du débit (locataire et Nicolas ANCLIN conseiller)
- Logement 5 rue de la Mairie : Isolation des combles par ouate de cellulose réalisée (par agent communal et Nicolas Millet Adjoint)
- Logement 2A rte de Nevers : Radiateurs électriques changés (par agent communal et Nicolas Millet Adjoint) et portail installé ce jour par l'agent communal
- Logement 6 allée du Souvenir : des petites réparations sont à prévoir (serrures.) et un abri de jardin à installer pour permettre au locataire d'entreposer son matériel ;

Sur l'interrogation de Nicolas ANCLIN pour une éventuelle utilisation d'une partie du local technique voisin, Madame le Maire rappelle que celui-ci est intégralement occupé par le service technique et le chenil. De plus, pour des raisons de responsabilité et d'assurance il ne peut être mis à disposition du locataire ou tout autre personne privée.

B- Un point est fait sur l'opération d'aménagement du centre-bourg :

Les dossiers de subventions ont été déposés ; seul reste à faire la demande auprès de la Région via le Pays Loire Val d'Aubois.

Nous sommes en attente de l'AVP du Maître d'œuvre

Madame le Maire rappelle que ce projet est contraint par l'obtention de subventions et que, par anticipation, plusieurs éléments ont été demandés à mettre en option par la Maîtrise d'œuvre afin de maîtriser au mieux le coût financier de cette opération.

Dès que tous ces éléments seront réunis une réunion publique sera programmée. Vraisemblablement à l'été.

Aujourd'hui à eu lieu l'inspection télévisée et curage des réseaux d'eau pluviale. Un rapport avec plan du réseau sera transmis par l'entreprise à la Mairie. Mais il a déjà été signalé oralement à Mme le Maire : une canalisation sous chaussée écrasée Route de La Charité, un regard en domaine privé et un regard où arrivent des eaux pluviales et des eaux sales. Il conviendra de se rapprocher du SPANC pour voir de quelle propriété cela peut provenir.

Pour rappel le relevé TOPO a été réalisé le 10/01/2024.

C- Associations :

- Comité des fêtes : une lettre recommandée a été adressé à la Présidence du Comité par Madame le Maire pour relancer sur l'état d'avancement de ses démarches de clôture de l'association.
- Commission de sécurité du château La Grand Cour – Un mail de Madame le Maire sera adressé à l'association pour la déclaration de leurs prochaines manifestations. Le service de la Sécurité Civile sera alors saisi pour identifier les suites à donner

D- Autres

- Camion : Réparation et contre visite CT OK 22 MARS 2024
- Lecture est faite de la réponse au courrier adressée par Madame le Maire à M. Pierre ARCHAMBAULT.

Le Conseil Municipal approuve le fait de n'engager aucuns travaux.

- Démission de Jean-Pierre BERGER :

Madame le Maire indique que son contenu reflète la seule pensée de Monsieur BERGER et qu'elle laisse à chacun des membres du conseil d'y répondre puisque certains membres sont directement ou indirectement ciblés.

Madame le Maire conçoit que tout ce que l'ensemble de l'équipe municipale aurait souhaité réaliser en début de mandat mais que ce n'était pas délibérer mais conditionné par le climat notamment sanitaire, économique et énergétique ; toutefois un nombre certain de projets ont été réalisés et sont en cours.

Monsieur Nicolas ANCLIN souhaite s'exprimer en indiquant qu'il n'est en aucun cas solidaire des propos tenus dans ce courrier.

FIN DE SEANCE A : 19 h 30

PAGE DE SIGNATURES DU P.V DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26/ 03/2024

VIOLETTE FERNANDES Maire

NICOLAS MILLET 1^{er} Adjoint
(Secrétaire de séance)

GUY LACOUDRE 2^{ème} Adjoint

NICOLAS ANCLIN

PAUL DELUGE

ALAIN PLANCHON

INGRID YENK

SANDRA TORASSO
(Absente)